

Commune de Paillet (Gironde)



## **Jeudi 07 février 2019 - Salle Escande Paillet**

14 citoyens présents. 8 élus.  
580 foyers invités.

Introduction par M. le Maire du contexte du Grand Débat et de l'organisation de la soirée. La parole est donnée aux citoyens. La discussion fut riche, dynamique et respectueuse.

### **18h40 : organisation de l'Etat et des services publics.**

- Attachement aux services publics de proximité (ex. : La Poste).
- Désir de contribuer au maintien des commerces de proximité, parfois en contradiction avec les pratiques (centres commerciaux centralisés).
- Problématique de la viabilité des commerces : parfois difficile aujourd'hui alors que c'était vrai il y a 40 ans du fait de :
  - \* la grande facilité de transport actuel.
  - \* une approche généralisée de recherche du moindre prix à l'achat par le consommateur.
- Importance de prioriser les transports publics.
- Sentiment que les services publics sont bradés. Renationaliser des activités ; les privatisations sont une catastrophe.
- Les fonctionnaires devraient pouvoir être licenciés comme dans le privé, pour défendre et recrédibiliser les services publics. Il existe déjà des sanctions mais elles ne sont pas appliquées, c'est un problème.
- Il vaut mieux payer une fonction publique que de donner de l'argent à des entreprises privées qui organisent l'évasion fiscale.
- Les services publics ont un rôle régalien à préserver.
- Manque de personnels dans les services publics.
- Mille feuille administratif excessif, trop compliqué, les citoyens sont perdus dans cette organisation. Rapprocher les communes. L'utilité de certains services et institutions est mise en question. Rationaliser les services dans les différents niveaux (communautés de communes, départements, régions).
- Les cantons fonctionnaient très bien et ils ont été remplacés par les intercommunalités.
- Conserver les strates administratives de proximité (commune, département). Quel apport des grandes régions ? Trop éloigné du citoyen qui ne se sent pas concerné. Les grandes régions sont une préoccupation à l'échelle européenne mais se coupe de la population. On perd l'échelle humaine.
- Rajout de strates sans supprimer les autres : dilution et complexification des compétences.
- La société elle-même est complexe, qui fonctionne au niveau juridique et non plus humain. Refonder tous les codes (pénal, fiscal..) pour les simplifier et les remettre à jour. Rôle des députés.

- Sentiment que ceux qui ont de l'argent ont plus de droits que les autres, y compris au niveau juridique (capacité à payer des avocats). Inégalité devant la justice.
- La justice française est trop lente car trop peu de moyens alloués.
- Perte de confiance vis-à-vis des politiques car les faits annoncés ne sont pas suivis d'effets. Ex. : la fusion des régions devait être source d'économie, ce qui n'a pas été le cas.
- Nécessité de protéger le service publique hospitalier. Trop de rapport à la rentabilité financière.
- Les citoyens devraient savoir ce que coûte un service public. On perd la notion du coût des services publics. Il faut responsabiliser les gens.
- Il ne faut pas avoir l'obsession des coûts concernant les services publics : qu'est-ce que l'on en fait ensuite ? Les informations sont déjà disponibles.
- La gratuité fait perdre la notion du coût des services publics, mais c'est un grand apport pour le citoyen.
- Pour quelle raison les services publics sont toujours mis en cause actuellement alors qu'ils se sont développés continuellement dans le passé.
- La qualité globale des services publics en France est appréciée.
- Augmentation de la qualité technologique dans les hôpitaux (investissements lourds : scanners...). Tous les hôpitaux ne peuvent pas être tous équipés.

### **19h20 : transition écologique.**

- Les mouvements sociaux sont partis de la fiscalité incitative sur les carburants.
- Faire attention à l'environnement. Problèmes aigus sur l'environnement. Inconscience des consommateurs.
- Rôle des citoyens, et rôle de l'État : les taxes environnementales devraient être fléchées sur des actions environnementales pour garder le côté incitatif.
- Les citoyens ne devraient pas avoir à payer pour l'environnement.
- Alternatives aux énergies actuelles ? La décroissance, consommer moins, baisser la démographie.
- Importance de relocaliser, de la proximité et des circuits courts pour résoudre les problèmes écologiques mais aussi sociaux (rencontres de proximité).
- Installer des maraîchers dans les communes pour relocaliser la production alimentaire. Réquisition des terres, mises à disposition par les communes. Le manque de terre est fortement limitant pour l'agriculture.
- Problème de la déforestation. On ne devrait pas déforester pour mettre des énergies renouvelables.
- Dangers du nucléaire.
- Trop de traitements dans les vignes et les vergers.
- Vulnérabilité des eaux, problème pour l'avenir.
- Gestion des ordures ménagères. Les industriels devraient être contraints pour arrêter le suremballage.
- Agir contre les « passoires énergétiques », logements mal isolés et mal chauffés. Problème écologique et social. Rénovation énergétique des logements crée des emplois locaux.
- On culpabilise le citoyen, mais les industriels ne sont pas assez ciblés :
  - \* on taxe le gas-oil mais pas le kérosène ;
  - \* pesticides interdit aux particuliers et aux collectivités, mais les industriels et grands agriculteurs ont le droit.
- Donner plus de pouvoir au ministère de l'Écologie et de visibilité sur les actions environnementales.
- La dégradation de l'environnement pose le problème de la liberté individuelle.
- Renforcer les transports publics.

## **19h45 : fiscalité et dépenses publiques.**

- Il faudrait que chacun paye un impôt sur le revenu à la hauteur de ses moyens, même si c'est symbolique. Ça favoriserait un sentiment d'appartenance à la société. Trop de sensation de droits, pas assez de devoirs.
- Trop inégalitaires : des populations n'ont pas de quoi finir leur fin de mois.
- La TVA est le principal impôt, et tout le monde paye quels que soient ses moyens.
- Problème des sociétés qui font de l'optimisation fiscale à outrance.
- L'impôt sur les sociétés est trop lourd sur les petites entreprises, et pas assez sur les grosses. Remettre toutes les entreprises au même taux. Taux d'impôt minimum sur les sociétés à prévoir au niveau international. Harmonisation fiscale nécessaire au niveau européen.
- Pour conserver les services publics, il faut payer des impôts.
- Enjeu important au niveau des classes sociales :
  - \* les très riches ne payent pas assez d'impôts, c'est une question de justice fiscale.
  - \* les classes moyennes sont pris à partis : ne payent pas assez d'impôts selon certains, sont stigmatisés selon d'autres.
  - \* les classes les plus pauvres devraient être ciblées pour moins d'impôts.
- Remettre en place un ISF conditionné à certains critères (investissements faits dans les PME ou dans les entreprises).
- La diminution de la taxation sur les successions est discutée. La taxe sur les héritage paraît injuste pour ceux qui ont amassé leur "fortune", mais d'autres en ont hérité sans rien faire.
- Comment caractériser la fortune : revenus ou patrimoine ?
- Le « ruissellement » ne fonctionne pas.
- Augmenter le SMIC pour une incitation de salaire afin de valoriser le travail. L'écart avec les travailleurs touchant le SMIC et les non travailleurs bénéficiant de revenus sociaux n'est pas assez important.
- Sentiment d'un trop grand assistanat, et qu'il y a du travail en France même s'il n'y en a pas pour tous. Problème d'adéquation entre l'offre d'emploi et les travailleurs potentiels. Valoriser les métiers, surtout les plus ingrats et pénibles. Revaloriser le salaire du travail pénible ou ingrat pour susciter les vocations.
- Mutation de la société, avec de nouveaux métiers et des métiers qui deviennent désuets. Enjeux de la formation. Chacun est susceptible de changer plusieurs fois de métiers dans sa vie.
- Mieux communiquer les mesures d'aides fiscales et sociales.

## **20h15 : démocratie et citoyenneté.**

- Les citoyens s'intéressent moins à des territoires qui sont trop vastes ou trop éloignés.
- Sentiment que les citoyens ne sont plus crédibles. Joindre l'action à la parole. Difficulté de l'action politique, car besoin d'une majorité pour agir.
- Limiter la rémunération des politiques pour éviter le « professionnalisme ». Risques :
  - \* rendre moins attractif la fonction politique et dégrader la qualité des élus ;
  - \* les élus seront plus corruptibles.
- Générer l'économie en limitant les strates démocratiques intermédiaires.
- Le problème est de ramener les gens vers les urnes. Certaine versatilité des électeurs, qui tâtonnent au niveau électoral.
- Il devrait avoir un quorum, un nombre minimum de présents pour voter une loi.
- Basculement lorsque le septennat est passé au quinquennat. Problème de la coïncidence des présidentielles et des législatives. Tous les pouvoirs sont concentrés au même moment. Les députés ne sont plus indépendants de l'exécutif.

- Trouver un intermédiaire entre un système type 4ème et 5ème République. Introduire un dose de proportionnelle plus importante.
- Il n'y a pas de système idéal en démocratie.
- Les référendums sont susceptible de déstabiliser un pays (ex. : le Brexit). Dangereux, mais on peut rehausser les seuils de majorité (ex. : au moins 60 % d'avis favorables).
- Les référendums d'initiatives populaires sont considérés comme trop incertains et dangereux.
- Importance de l'école dans l'éducation à la citoyenneté. Peut palier des situations familiales qui ne fournissent pas ce cadre. Mais l'école ne peut pas tout faire... Déjà très accaparés sur le contexte social de l'éducation.
- L'abstention aux votes va au-delà de l'éducation à la citoyenneté des enfants. La société est trop individualiste.
- Faut-il instituer un vote obligatoire ?
- Comptabiliser et tenir compte des votes blancs aux élections.

### **20h40 : Autres sujets.**

- La généralisation des anglicismes est subit comme une perte d'identité, de valeurs, une perte d'estime de soi, un défaitisme.

Fin des échanges : 20h45.